

Repères

Une convention

Définition. Au fait, c'est quoi le PIB ? "C'est la valeur monétaire de l'ensemble des biens et services nouvellement produits (et recensés) dans un pays au cours d'une année", explique Isabelle Cassiers. C'est en quelque sorte le thermomètre qui sert à mesurer la création de richesse. Cette valeur monétaire de la production étant aussi du revenu, le PIB par habitant sert couramment d'indicateur du niveau de vie moyen dans un pays. "Le PIB est un instrument qui a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale. Avec la révolution keynésienne, on estimait que l'Etat devait pouvoir conduire l'activité économique. Il fallait disposer d'un cadre comptable logique et l'on a mis en place des comptabilités nationales à l'échelle des pays, un peu à la manière de ce qui se fait pour les entreprises. Le PIB est également utilisé pour des analyses comparatives entre pays, pour obtenir des crédits de la part d'organismes internationaux ou encore comme dénominateur commun, pour comparer l'ampleur de la dette publique par exemple. Sa construction et son calcul reposent sur des conventions liées à un contexte historique. Ce qui veut dire que l'on pourrait obtenir d'autres chiffres, témoins d'autres objectifs, si l'on décidait de sortir de ces conventions."

La phrase

"Le PIB est très limité. Utilisé seul, c'est un désastre."

Amartya Sen

Dans un entretien publié par "Le Monde", le prix Nobel d'économie 1998 estimait que "nous devons repenser la notion de progrès". "Si vous êtes préoccupé par la liberté et le bonheur, vous essayez d'organiser l'économie de telle sorte que ces choses soient possibles."

lalibre.be

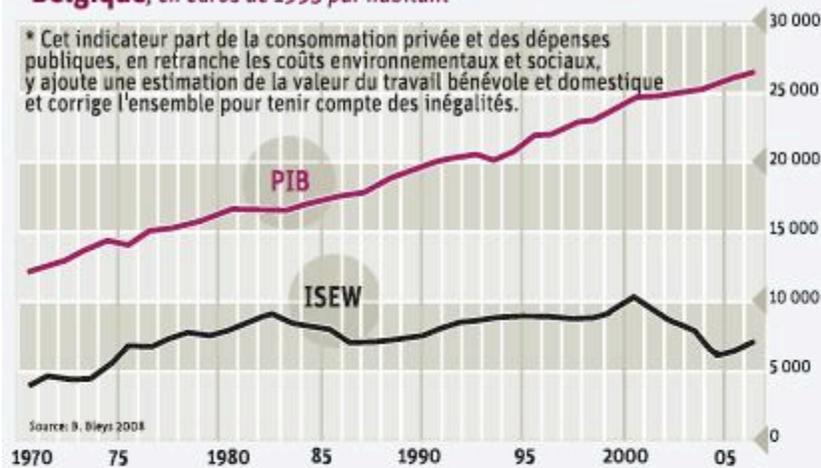
LIENS

Le débat sur les alternatives au PIB vous intéresse ? Retrouvez une série de documents et de liens utiles sur www.lalibre.be

C'est quoi le bon

PIB et Indicateur de bien-être économique durable ISEW : index of Sustainable Economic Welfare* Belgique, en euros de 1995 par habitant

* Cet indicateur part de la consommation privée et des dépenses publiques, en retranche les coûts environnementaux et sociaux, y ajoute une estimation de la valeur du travail bénévole et domestique et corrige l'ensemble pour tenir compte des inégalités.



PIB par personne (en milliers de dollars à prix constants, échelle de droite) et satisfaction de vie moyenne (échelle de gauche, résultats d'enquêtes, scores de 1 à 4) - Belgique, 1973-2005



► Le PIB est-il le meilleur instrument pour guider le développement des sociétés du XXI^e siècle ?

► La question se pose avec de plus en plus d'insistance.

Devinette : une alimentation saine repose-t-elle sur la quantité de nourriture ingurgitée ou sur l'équilibre de ces aliments en termes de protéines et de vitamines ? Et le temps consacré à ces repas, le raffinement qui entourent leur préparation, ne contribuent-ils pas à la qualité de notre alimentation ?

L'image peut paraître simpliste, mais elle résume assez bien les débats de plus en plus nombreux remettant en cause la

pertinence de l'indicateur roi, le fameux Produit intérieur brut (lire ci-contre). Alors qu'une crise économique d'une violence inattendue a grêlé les certitudes de la plupart des économistes et que l'on sent poindre un mal-être de plus en plus palpable dans toutes les couches de la population, cet indicateur est-il encore adapté pour servir de point de référence aux politiques de développement des sociétés contemporaines ? Et tandis que la facture environnementale de la croissance économique s'annonce particulièrement salée, peut-on continuer à ignorer le coût écologique de nos comportements de consommation ?

Ces interrogations gagnent en tout cas les cénacles académiques et politiques. En France, pour citer l'exemple le plus récent, le très libéral Nicolas Sarkozy a ainsi confié au prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, épaulé par une tripotée de prestigieux experts, le soin de réflé-

chir à de nouveaux indicateurs permettant de mesurer de la "Performance économique et le Progrès social". "Le PIB a sa logique, mais il faut savoir ce que l'on mesure ou non. Le problème, c'est l'usage que l'on en fait en voulant à tout prix lui donner une croissance maximale sans tenir compte de toutes les implications et de toutes les nuances", commentent Isabelle Cassiers (professeur au département des Sciences économiques de l'UCL) et son assistante Géraldine Thiry – qui réalise actuellement une thèse de doctorat sur le thème des indicateurs alternatifs⁽¹⁾. Ainsi le PIB ne prend-il, par exemple, pas en compte tout ce qui concerne le travail bénévole ou domestique. A l'inverse, rester coincé dans les embouteillages contribue à le faire augmenter en raison du carburant inutilement consommé. "Et un veuf qui épouse la gardienne de ses enfants fera décroître le PIB, alors que celle-ci continuera à s'occuper des enfants et que le couple peut y trouver un surcroît de bonheur..." Tout cela a-t-il un sens ?

Le débat n'est pas neuf. En 1972, le célèbre "Rapport Meadows" pointait déjà du doigt les dérives du "toujours plus", les limites d'une croissance que l'on voudrait infinie. Dans la foulée, diverses recherches ont suggéré des pistes d'indicateurs alternatifs ou complémentaires au PIB intégrant une dimension sociale. On peut citer l'indicateur de satisfaction de vie qui tente d'évaluer le bien-être subjectif d'une population; l'indicateur de développement humain élaboré par les Nations unies au début des années 90 ou encore l'Indicateur de bien-être économique durable. Plus récemment, les initiatives se sont multipliées, y compris en Belgique, afin d'inclure l'empreinte écologique (qui mesure l'impact environnemental de nos activités par rapport à la biocapacité de la planète) dans les guidelines du processus de décision politique.

Aux yeux d'Isabelle Cassiers, nous sommes aujourd'hui arrivés à un tournant historique où se font jour les limites du modèle de développement économique mis en place il y a un demi-siècle. "Ceux qui ne prennent pas cette problématique au sérieux sont une guerre en retard..." Illustration de ce constat : alors que dans notre pays le pouvoir d'achat a augmenté de 80 % entre 1973 et 2005, des enquêtes ont montré que la satisfaction de vie moyenne a parallèlement régressé de 8,8 %... Un découplage qui se confirme dans de nombreux pays industrialisés. L'argent ne semble donc pas forcément faire le bonheur.

Mais comment basculer d'un système axé sur la quantité et la valeur marchande vers un système privilégiant la qualité (de l'enseignement, des soins de santé...) ? "A court terme, le PIB étant hégémonique depuis 60 ans, on devra commencer par le corriger et le compléter", reconnaissent nos interlocutrices. "Mais sur le

heur ?

long terme, on doit aller vers un nouvel outil qui intègre les choses que l'on veut valoriser. Ce n'est pas le cas actuellement et pour cela, il faudra un débat démocratique qui puisse conduire à un nouveau compromis social qui prenne la relève de celui établi après la guerre en faveur de la croissance du PIB. On doit repenser nos indicateurs en fonction d'objectifs que se donne la société et réaliser que l'on peut les atteindre autrement que par de la croissance économique. Il est plausible que le successeur du PIB intègre trois dimensions qui semblent aujourd'hui incontournables : environnementale, sociale (accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation, etc.) et qualité de vie, dans ses aspects plus subjectifs. Prenez les expériences d'écoquartiers ou d'écoquartiers. Elles visent à réorganiser des communautés locales sur base de principes de solidarité, de relations sociales, de protection de l'environnement afin d'atteindre un haut niveau de bien-être. Pourtant, il est vraisemblable que l'application de leurs prin-

cipes (entraide, consommation réfléchie, échanges hors marché, etc.) fasse baisser le PIB !"

Les débats sur ce nouveau modèle de société ne pourront pas non plus faire l'économie d'une réflexion approfondie sur la répartition des revenus. Le chemin est encore long et tortueux comme en témoignent les plans de relance annoncés ici et là. Aussi vert(s)ueux soient-ils sur papier, tous ont pour fondation la relance de la croissance et de la consommation. Une attitude schizophrène, qui à entendre s'élever des voix de plus en plus nombreuses, finira inévitablement par se heurter à certaines réalités physiques.

Gilles Toussaint

→ Toutes deux membres du Forum pour d'autres indicateurs de richesse, un collectif qui a récemment diffusé une réaction aux travaux de la Commission Stiglitz : www.idies.org/index.php?category/FAIR

Taxe carbone

Les Français sont pour, surtout quand on leur explique

La fondation Nicolas Hulot (FNH) a réalisé deux sondages en ligne avec l'Institut LH2, le premier sur le mode "collaboratif", c'est-à-dire sur la base d'une participation libre et volontaire des sondés dont les opinions ont été mesurées avant et après la diffusion de vidéos d'informations, le second sur un mode classique. Concernant la contribution climat-énergie, 81 % des participants au premier sondage et 77 % de ceux issus du second s'estiment mal informés. Interrogés avec un minimum d'information concernant cette contribution, les Français approuvent : 66 % des interviewés du sondage classique sont pour. 84 % des participants au sondage collaboratif y sont favorables, ce chiffre passant à 94 % après avoir bénéficié des vidéos explicatives. Sur le constat, les avis sont unanimes : pour 94 % des interviewés (sondage collaboratif), les conséquences du réchauffement climatique se font déjà sentir. (AFP)

Nomination

Hélène Pelosse dirigera l'Irena

La Française Hélène Pelosse a remporté le poste de directeur général de l'Institut international pour les énergies renouvelables (Irena) après une rude concurrence entre les quatre candidats de la France, de la Grèce, de l'Espagne et du Danemark. Lundi, les Etats membres de l'Irena avaient choisi l'émirat pétrolier d'Abou Dhabi comme siège de cette première organisation internationale consacrée aux énergies renouvelables. Elle a pour mandat de favoriser une transition mondiale rapide vers les énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). Hélène Pelosse, 39 ans, était jusqu'ici directrice-adjointe du cabinet du ministre français du développement durable, de l'énergie et du climat Jean-Louis Borloo, dont elle était également la conseillère diplomatique sur les négociations internationales en faveur du climat. (AFP)

TOUJOURS MOINS CHER, NOUS LE PROUVONS !



LCD 32" FULL HD pour seulement

SOLDES
€ 525
Récepel inclus

Téléviseur écran plat LCD LE32B530 73108

Full HD
1080p

HIGH
CONTRAST

Connexions
3x
HDMI

SOLDES DU 1 JUILLET AU 31 JUILLET

70 magasins Kréfel en Belgique et au GD Luxembourg

Magasins Kréfel dans votre région: ANDENNE • ANDERLECHT MEGASTORE • ANDERLECHT WESTLAND • ANDERLUVES • ARLON • AIX • AUDEGHEM • BERCHÈVE-STE-AGATHÈ • BOUGE • DINANT • DROGENDOS • ERPEL • FLÉRON • FROYENNES • GERPINNES • GOSSELIES • HANHUT • HERSTAL • HOGWOUL • HOWALD (LUX.) • HUY • JEMAPPES • JEMEPPE • LA LOUVIÈRE • LIBRAMONT • POINCARÉ • MARCHÉ-EN-BRAHEMME • MONS • NUSSEGEM • PHILIPPEVILLE • REHAIX • ROCOURT • SCHAEERBEEK • SERAING • VERVIERS • WAREMME • WATERLOO • WAVRE

www.krefel.be

